



Débat: une chance pour la Suisse

DENIS MÜLLER
THÉOLOGIE ET ÉTHICIEU, PROFESSEUR
HONORAIRE À L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE



Les Français, Emmanuel Macron en tête, viennent d'inventer la lune, en créant l'idée apparemment nouvelle de grand débat national. Cette euphorie passagère est surprenante. Vu de Suisse, ce projet pose plusieurs questions.

Que veut dire un grand débat national public? Tout le monde devrait y avoir accès. Le suffrage universel ne veut pas dire que sur un total de soixante millions de personnes (pour la France) ou de huit millions de personnes (pour la Suisse), il doit y avoir chaque fois la totalité de ces votants. Nous sommes bien placés pour savoir, en Suisse, qu'une participation de 50% est déjà un succès. Universel veut dire: ouvert à tous, et non pas utilisé par tous.

Le succès ambivalent des réseaux sociaux a brouillé les cartes et obscurci le sens de la démocratie. Ni Facebook, ni Twitter, ni Instagram ne doivent faire la loi. Ce sont des moyens d'expression libres, non pas des instruments de mesure de l'opinion publique.

C'est le pluralisme qui conditionne l'espace public des médias. En jouant à fond cette carte du pluralisme, ils parviendront à déjouer les pièges tendus par les réseaux sociaux.

Le débat public devrait donc avoir lieu aussi et même d'abord sur la place publique. Mais où est-elle, cette place publique? Partout et nulle part: dans un débat public local, en ville ou en campagne, au Club 44 ou à l'aula des Jeunes Rives. C'est toute la société qui débat. Il n'y a personne pour compter les points ou pour arbitrer le débat. Un tel débat ne se confond ni avec un référendum, ni avec une initiative: lors des votations ou des élections naissent des discussions spécifiques, portant sur des objets précis. Mais le souverain n'est pas forcément cohérent: il peut accepter une option aujourd'hui, et son contraire le lendemain.

Il ne suffit pas non plus de dialoguer avec le président de la République ou de la Confédération. Il faut un large débat public permanent, par-delà la seule logique politique. A notre échelle, la démocratie helvétique nous en offre les moyens.

Il faut un large débat public permanent, par-delà la seule logique politique.